Santé à l'École : mesures étriquées, réponses inadaptées

Depuis plusieurs semaines, Élisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale présente les Assises de la santé scolaire comme l'évènement qui va permettre d'adapter les réponses à l'aggravation du mal être et des difficultés tant scolaires que relationnelles des élèves. Une fois de plus, une fois de trop, nous constatons que la copie rendue est hors sujet. Il s'agit d'une occasion manquée qui passe à côté des enjeux.

Force est de constater que nos craintes initiales étaient fondées :

- sur la politique éducative, sociale, de prise en compte des besoins psychologiques et de santé des élèves aucun diagnostic n'a été réellement partagé,
- aucun des besoins exprimés par nos professions n'est pris en compte malgré nos contributions

Les projets présentés relèvent davantage du cache-misère que d'une véritable ambition. Ils ne permettront pas d'améliorer les réponses apportées ni ne résoudront le manque d'attractivité et les postes vacants sur le terrain.
Nous exigeons que cette réforme change de cap et prenne enfin la mesure des enjeux réels tant pour les élèves que pour les personnels. La question n'est pas celle de la gouvernance mais celle des moyens, de la reconnaissance de nos expertises et de nos capacités professionnelles ainsi que du travail que nous réalisons ensemble. Cela suppose des moyens humains supplémentaires, actuellement, seulement 7800 infirmières, 2700 assistante.es et conseiller.es techniques de service social, 7000 psychologues de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur tentent de répondre aux besoins des 15 millions d'élèves et étudiant·es.

Les effectifs à prendre en charge sont démesurés au regard de l'exigence d'un travail de qualité.

Dans un contexte de pénurie structurelle de moyens et d'accroissement des tâches qui pèsent sur nos professions, parler d'optimisation des ressources relève de maltraitance institutionnelle inacceptable voire de mépris à l'égard de professionnel·les déjà très sollicité·es et exerçant dans des conditions très dégradées.

Agissons maintenant pour les élèves et avec les personnels !

Lors de son arrivée rue de Grenelle, la ministre s'est targuée d'avoir le poids politique pour gagner des arbitrages. Aujourd'hui le compte n'y est pas ! Il faut sortir de la communication politique ! Où sont les arbitrages budgétaires gagnés pour renforcer les équipes pluriprofessionnelles avec des personnels supplémentaires ? Où sont les arbitrages budgétaires gagnés pour revaloriser tous les personnels et enfin répondre à la question de l'attractivité de nos métiers ?

Où est son soutien aux parlementaires qui, conscients des enjeux, viennent d’inscrire la spécialité des infirmièr·es de l Éducation nationale dans la loi infirmière contre l'avis du gouvernement ? Où sont les créations de postes et la réelle reconnaissance des psychologues de l’EN sur le terrain ? Où sont les créations de postes d’assistant·es de service social pour garantir une présence suffisante dans tous les établissements y compris dans ceux du premier degré?
Nous n'acceptons pas que la “santé à l’École” soit juste un outil de communication politique, permettant de se donner bonne conscience à peu de frais, alors que tous les signaux sont au rouge.

Nos syndicats sont déterminés à ne pas en rester là : nous construisons les mobilisations nécessaires pour rassembler nos professions, avec comme perspective une grande journée de mobilisation nationale le 10 juin.